

Aspekte

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **NIKE-Bulletin**

Band (Jahr): **34 (2019)**

Heft 2

PDF erstellt am: **05.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'ISOS: un instrument utile ou une entrave?

Quelques questions à Benoît Genecand, conseiller national genevois (PLR)

L'Inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse (ISOS) est un instrument développé par la Confédération afin de ménager son patrimoine culturel, comme le prévoit la Constitution fédérale (art. 78). Une révision de l'ordonnance concernant l'ISOS est en cours; nous nous entretenons à cette occasion avec le conseiller national genevois Benoît Genecand.

Quel jugement global portez-vous sur l'ISOS?

Benoît Genecand: L'ISOS est un inventaire. Un inventaire élaboré, historique, très large, très interdisciplinaire, des sites construits d'importance nationale. La Confédération le fait parce qu'elle a un mandat clair dans la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage. On a l'impression d'une vision très globale du problème – c'est ce qui fait sa force. Je salue aussi le côté visionnaire de cette protection: faire un inventaire du bâti, c'est répertorier les pleins, bien sûr, tous les bâtiments qui laissent des traces dans notre histoire, mais c'est aussi, peut-être surtout, répertorier les vides. Si l'urbanisme se contente de boucher les trous, ça ne peut pas être intelligent. On doit absolument garder des espaces larges qui sont libérés de toute construction. Les espaces et dégagements sans lesquels la ville devient illisible donc invivable. Et l'ISOS est l'instrument pour atteindre ce but

Quels inconvénients et quels avantages l'ISOS présente-t-il?

BG: L'avantage d'un inventaire est sa capacité à alimenter la mémoire et à nous rappeler que le neuf n'est pas forcément mieux que l'ancien. L'avantage d'un inventaire est aussi le contrepoids utile à une approche strictement financière du défi urbanistique, notamment et singulièrement quand la pression sur le foncier est grande, comme dans les centres urbains qui connaissent un fort développement économique et démographique (Zurich, Genève, Lausanne). L'inconvénient d'un inventaire est, c'est une lapalissade, son caractère statique. Une ville qui n'évolue pas est inconcevable. Et la conservation de l'ancien n'est pas une garantie de développement harmonieux. En outre, puisque l'ISOS contraint à la négociation,

à la discussion et à la prise en considération, comment éviter que nous ayons comme résultat une esthétique administrative? A la fin, il faudrait un niveau administratif abstrait, où on donne des guidelines, mais on ne définit pas quel type de modernisme sera le bon modernisme d'une époque donnée.

Quelle influence l'ISOS a-t-il sur la densification à l'intérieur du milieu bâti?

BG: La construction vers l'intérieur. La densification. Voici la nouvelle religion urbanistique pour réaliser la quadrature du cercle en Helvétie: continuer la croissance démographique et économique sans mitage et utilisation démesurée du sol. J'accepte évidemment l'idée de base. Mais avec des cautions. N'est-on pas en train de dire, du côté des habitants de la zone villa, que les citadins n'ont qu'à se serrer un peu pour accueillir les nouveaux arrivants? Alors, ça résiste un peu. Ou plutôt, ça résiste beaucoup. Genève, c'est une des villes les plus denses de l'Europe. Donc dire qu'on pourra mettre encore beaucoup de choses dans l'ancienne ville, ce n'est pas vrai.

Je pense que notre vision de la ville dense, vibrante est un peu dépassée. Moi, je suis certes un partisan de la densité. Mais, on est au XXI^e siècle, il faut parler aussi de la durabilité de la ville. D'une ville de deux, trois, quatre degrés plus chaude, du béton, du verre qui conservent et réverbèrent la chaleur. Il y a des équilibres à trouver.

A votre avis, la protection d'un site et son utilisation se contredisent-elles? Le cas échéant, comment résoudre cette contradiction?

BG: Il y a contradiction dans la vision d'un promoteur myope ne voyant que le potentiel de gain financier! Le débat récent con-

tre l'ISOS a pris naissance à Zurich. Or, l'activité de construction en ville de Zurich est aujourd'hui très dynamique. Selon Wu-est & Partner (chiffres 2018), des permis de construire pour une valeur de 775 millions de CHF pour de nouveaux logements locatifs sont à l'examen. Il y a fort à parier que la pression sur l'ISOS diminue avec la détente des taux de vacance. La rentabilité du parc immobilier étant bien évidemment liée à une forme de rareté.

D'une manière plus générale, une limite à la propriété individuelle que constitue l'obligation de prendre en considération les caractéristiques du lieu avant de maximiser les droits à bâtir sur une parcelle donnée est une bonne chose. C'est parce que la ville est bien construite et agréable à vivre que l'immobilier a de la valeur.

Lorsque l'on parle de la ville de Zurich, on mentionne souvent la forte proportion de zones jugées dignes de protection. Dans d'autres grandes villes, qui figurent également à l'ISOS, on n'en parle pas: pour quelle raison?

BG: A Genève les gens ne connaissent pas l'ISOS, ils connaissent la CMNS (Commission des monuments, de la nature et des sites). Et il y a souvent des conflits entre la rentabilité des projets et la CMNS qui est très conservatrice et qui se concentre sur les objets. L'avantage de l'ISOS par rapport à la CMNS, c'est qu'on garde la vision globale, on fait plus de l'urbanisme que de la conservation stricte. Mais la CMNS est très puissante à Genève – et a des bonnes raisons de

* Il s'agit des initiatives parlementaires de Gregor Rutz (UDC, ZH): Rendre possible la densification de l'urbanisation en excluant les contradictions et les conflits entre objectifs dus à l'inventaire ISOS (17.525) et de Hans Egloff (UDC, ZH): Rendre possible la densification de l'urbanisation en fixant des priorités dans l'inventaire ISOS (17.526).

se battre. Elle le fait contre la densification, l'uniformisation, la modernisation dans le mauvais sens.

Le problème de ces deux initiatives*, c'est qu'elles sont *outdated*. Il y a deux, trois ans, il y avait une envie de construire, due à une demande solvable et une bonne rentabilité. Maintenant, il y a à Zurich un *pipeline* de constructions très important. Donc très vite, dans une ou deux années, les promoteurs diront que les contraintes sont bonnes, parce qu'on veut garder la rentabilité et qu'il y a trop de logements construits et vides à Zurich. Ces initiatives n'auront alors plus de raison d'être.

La loi demande explicitement que le développement de l'urbanisation à l'intérieur du milieu bâti soit de qualité. A votre avis, quels facteurs favorisent-ils cette qualité et comment peut-on, dans la pratique, atteindre la qualité visée?

BG: La densification ne résoudra pas tous les problèmes comme par magie. On devra déjà se demander bientôt si densification rime toujours avec développement durable. C'est pour cela qu'il faut absolument lier densification et qualité du bâti. Qualité architecturale bien sûr, qualité des espaces non bâtis surtout. C'est là que le match se gagne ou se perd: espaces verts, places, espaces vides de grande taille, qualité des coutures entre le bâti et le non bâti. Qualité des cheminements au cœur de la ville, enfin.

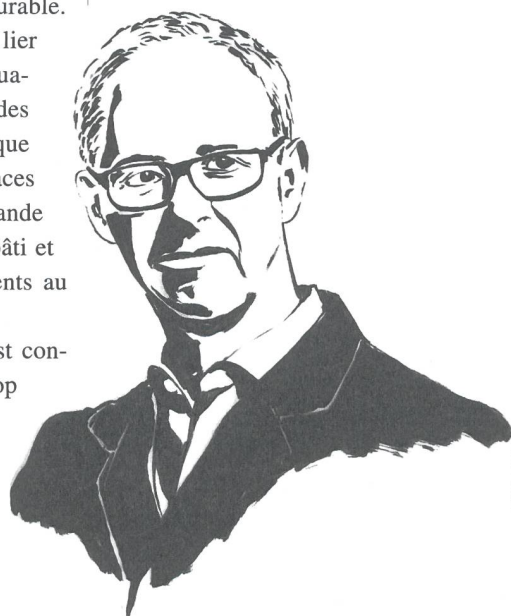
Il me semble que l'argent qui est consacré aux espaces extérieures est trop faible. Soigner veut aussi dire dépenser un peu d'argent. Même une place vide, un environnement vide, doivent être bien faits. La grande force

de l'ISOS est son approche sémiologique. Cette qualité intellectuelle manque parfois, parce qu'on est devenu très fonctionnaliste, intéressés par la rentabilité. Tous ces concepts rendent les choses un peu rigides. ■

Questions: Boris Schibler

Consultation sur l'OISOS:

- Quelques précisions sur l'ISOS: www.bak.admin.ch/bak > Actualités > Actualités 2019
- Réponses à la consultation l'OISOS: www.admin.ch/ch/f/gg/pc/documents/3008/OISOS_Avis.pdf



«A L'UNESCO, la Suisse est respectée et écoutée»

Quelques questions à
Martin Michelet, ambassadeur,

Martin Michelet est délégué permanent de la Suisse auprès de l'UNESCO et représentant personnel du président de la Confédération au Conseil permanent de la Francophonie (OIF)

L'UNESCO a été fondée après la Seconde Guerre mondiale et la Suisse y a adhéré peu après. Quels sont, 70 ans plus tard, les objectifs et les méthodes de travail de l'organisation?

Martin Michelet: L'acte constitutif de l'UNESCO a été rédigé alors que les combats faisaient encore rage en Europe et en Extrême-Orient. Adopté en novembre 1945, son préambule fait explicitement référence au conflit, il pointe du doigt le «reniement de l'idéal démocratique de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine par l'ignorance, le préjugé et le dogme de l'inégalité des races humaines». Estimant que les seuls accords économiques et politiques ne peuvent assurer une paix durable, l'UNESCO se propose, par la coopération entre nations dans les domaines de la science, de l'éducation et de la culture, de rapprocher les peuples afin que ceux-ci se comprennent mieux et soient moins enclins à reprendre les armes.

La vocation de l'UNESCO est donc d'œuvrer pour la paix. Quels sont les liens entre la culture et la paix?

MM: L'acte constitutif proclame en particulier «que, les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix». On peut dire que, malheureusement, même si le monde a bien changé depuis 1945, les intuitions figurant dans ce texte demeurent aujourd'hui aussi pertinentes qu'alors. A un moment où le monde semble se fragmenter, comme dit le Secrétaire général des Nations unies António Guterres, «en un nouveau tribalisme», à l'époque des *fake news*, on ne peut être que frappé par l'actualité d'une organisation engagée en faveur de la

diffusion de la culture et de l'éducation de tous en vue de la justice, de la liberté et de la paix ou qui proclame «la libre poursuite de la vérité objective et le libre échange des idées et des connaissances».

Que signifie cet engagement pour la Suisse et que signifie-t-il pour le monde?

MM: En tant que pays neutre de taille moyenne, attaché par nature à l'Etat de droit, au respect du droit international et du droit humanitaire, la Suisse a un intérêt vital au bon fonctionnement du système multilatéral patiemment érigé après la Seconde Guerre mondiale. On pourrait être tenté d'adopter une attitude cynique face au contraste entre les idéaux proclamés par les organisations internationales et un bilan souvent très critiqué. A mon avis, cette posture tient souvent de la paresse intellectuelle. Bien sûr, le bilan de l'UNESCO présente ombres et lumières et les accomplissements humains ne sont jamais à la hauteur des idéaux, ils nous rappellent cependant utilement la direction vers laquelle tendre. L'engagement de notre pays en faveur du système multilatéral ne tient pas, ou pas seulement, de l'idéal humaniste, mais aussi d'une *Realpolitik* bien comprise. La préservation d'un ordre international prévisible, stable et basé sur l'égalité entre les Etats représente un intérêt essentiel pour un pays dont la politique étrangère est basée sur les principes de neutralité, universalité et solidarité.

De l'UNESCO, le grand public connaît surtout sa Liste du patrimoine mondial, naturel et culturel. Dans quels autres domaines l'UNESCO s'engage-t-elle, dans notre pays notamment?

MM: Effectivement, le patrimoine mondial vient immédiatement à l'esprit du



public lorsqu'on évoque l'UNESCO, mais l'UNESCO, c'est bien plus que cela: c'est également par exemple des travaux dans le domaine scientifique sur la gestion des océans, ce sont des réflexions sur l'éthique de l'intelligence artificielle ou dans le domaine de la gestion conjointe et harmonieuse des eaux souterraines transfrontalières. S'il faut mettre en exergue quelques activités dans le domaine de l'éducation ou de la communication, je mentionnerais le travail développé pour réduire les inégalités entre garçons et filles, les efforts en faveur de la reconnaissance des diplômés ou la promotion de la sécurité des journalistes et la lutte contre l'impunité de ceux qui les agressent.

Comment la Suisse travaille-t-elle au sein de l'organisation, quelles sont les perspectives de cet engagement et quels défis notre pays devra-t-il relever à l'avenir?

MM: La Suisse est au contact permanent de l'organisation par le biais de sa petite Délégation permanente à Paris. Avec le soutien des services compétents du DFAE à Berne, elle assure la cohérence de la politique suisse dans cette organisation aux activités très variées. Cela constitue un défi, tant le mandat de l'UNESCO est vaste, intéressant de ce fait de nombreux offices de l'administration fédérale et touchant des compétences cantonales. La Suisse fait partie des pays les plus actifs au sein de l'organisation et elle est un contributeur important à son budget. Du fait de sa neutralité et de la crédibilité de son engagement pour la paix et la coopération internationale, la Suisse y est respectée et écoutée. La Suisse possède par nature des avantages pour aider à faire émerger des consensus en parlant à tous les acteurs. C'est dans cet esprit que la Suisse présente sa can-

didature au Conseil exécutif de l'UNESCO, qui est l'organe responsable de l'exécution du programme de l'organisation. ■

Questions: Boris Schibler

Agence spécialisée du système onusien, l'UNESCO est aujourd'hui l'enceinte multilatérale globale pour le dialogue politique, la promotion de la recherche, l'élaboration de normes et le renforcement de la coopération pour le développement institutionnel et des compétences en matière d'éducation, de sciences, de culture, de communication et d'information. Son siège est à Paris. 193 Etats sont membres de l'UNESCO et 11 y sont associés. Il y a 70 ans, la Suisse adhère à l'UNESCO et institue sa commission nationale pour l'UNESCO.

Anzeige



LUXUS AM NIL Spätantike

Kleidung aus Ägypten

28. 4. – 10. 11. 2019 täglich 14:00 – 17:30

Führungen: www.abegg-stiftung.ch

ABEGG-STIFTUNG

3132 Riggisberg Tel. 031 808 12 01

www.abegg-stiftung.ch

Eine hohe Baukultur für die Schweiz

Der Bund setzt auf eine Baukulturpolitik, die auf die Qualität des gesamten gestalteten Lebensraums ausgerichtet ist. Zwei wichtige Instrumente liegen jetzt öffentlich auf: die interdepartementale Strategie Baukultur und die Kulturbotschaft für die Jahre 2021–2024.

« Wir möchten mithelfen, wenn die Planer den Siedlungskuchen aufteilen, wenn die Baubehörden nicht recht wissen, ob ein Baugesuch mit den sogenannten Heimatschutzparagrafen des Baureglements in Widerspruch gerate oder nicht (...) Dorf- und Stadtbildschutz ist eine Gemeinschaftsaufgabe unserer Tage. » So formulierte Albert Knoepfli (1909–2002), nachmaliger Gründer und Leiter des Instituts für Denkmalpflege an der ETHZ, seine Kernanliegen angesichts des Baubooms der Hochkonjunktur im Jahr 1967.* Damals kristallisierte sich das Paradigma der integrierten Denkmalpflege heraus. Mit ganzheitlichen Erhaltungskonzepten wollte man kulturelle, soziale und wirtschaftliche Belange in Einklang bringen und eine sinnvolle Nutzung historischer Gebäude unter Berücksichtigung der Bedürfnisse der modernen Gesellschaft ermöglichen.

Diese Denkmalpolitik hatte nicht unwesentlich Anteil daran, dass sich die traditionelle Siedlungslandschaft der Schweiz bis heute in guter Qualität erhalten hat. Doch das allein genügt nicht mehr: Zunehmend ist eine Trivialisierung des Bauens zu beobach-

ten, die sich in gesichtslosen Agglomerationen und einem fehlenden Interesse für gute Gestaltung ausdrückt. Um die hochwertige Weiterentwicklung unseres Siedlungsraumes für die Zukunft zu garantieren, reicht eine Fokussierung allein auf historische Werte nicht aus. In der Fachwelt wird daher seit rund zehn Jahren eine Baukulturpolitik gefordert, die auf die Qualität des gesamten gestalteten Lebensraums ausgerichtet ist.

Baukultur ist vielseitig. Sie entsteht überall dort, wo Menschen ihren Lebensraum aktiv gestalten. Sie umfasst die Landschaft genauso wie das Gebaute und das Ungebaute, das Dazwischen. Baukultur ist weit mehr als « gute Architektur ». Sie verbindet Vergangenes mit Zukünftigem und handwerkliches Detail mit grossmassstäblicher Planung. Eine hohe Baukultur führt zu gut gestalteten und lebendigen Städten und Dörfern, die den sich wandelnden gesellschaftlichen Anforderungen gerecht werden und gleichzeitig ihre historischen Eigenarten wahren. Der historische Baubestand wird zur zentralen Referenz für das zeitgenössische Schaffen.

Der Bund geht voran

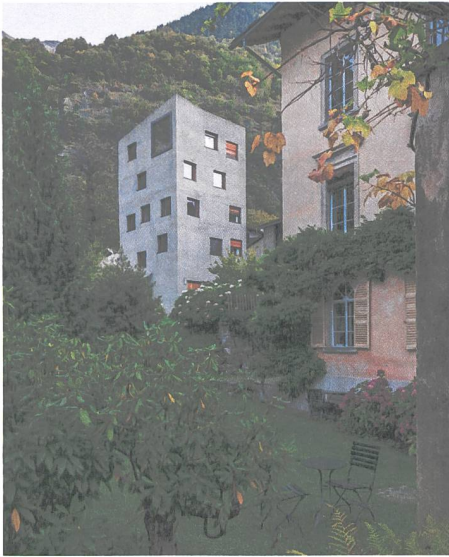
Mit der durch die Schweiz initiierten Erklärung von Davos wurde 2018 erstmals das umfassende Verständnis von Baukultur auf politischer Ebene verankert. Die darin festgelegten Eckpunkte für eine erfolgreiche Umsetzung will der Bund mit seiner Baukulturpolitik systematisch weiterführen. Dafür stehen nun zwei wichtige Instrumente zur Verfügung: die Strategie Baukultur und die Kulturbotschaft für die Jahre 2021–2024. Beide zielen darauf ab, die richtigen Rahmenbedingungen für eine hohe Baukultur in der Schweiz zu schaffen.

Die Strategie Baukultur wurde von 15 Bundesämtern unter Federführung des Bun-

Baukultur ist...
La culture du bâti c'est...



* Radio DRS, 19.04.1967.



Baukultur verbindet Vergangenes mit
Zukünftigem...

La culture du bâti relie le passé à l'avenir...
Villa Garbald Castasegna, © Keystone

desamts für Kultur erarbeitet. Sie bündelt die baukulturellen Tätigkeiten der Departemente und legt verbindliche Ziele sowie 41 konkrete Massnahmen zu deren Erreichen fest. Damit zeigt sie auf, wie der Bund in den kommenden Jahren Baukultur zu fördern gedenkt, insbesondere bei der Beschaffung von Bau- und Planungsleistungen, bei der Verwaltung von Hoch- und Tiefbauten und über seine Vorbildfunktion.

Eine hohe Baukultur in der Schweiz lässt sich nur durch die Einbindung aller relevanten Akteure umsetzen. Daher legt

... und handwerkliches Detail mit
grossmassstäblicher Planung.

... et le détail constructif à la planification
à grande échelle.

Dorfplatz Cressier, © Beat Schweizer



der Bund bei der Umsetzung der Strategie einen Schwerpunkt auf Interdisziplinarität, Vernetzung und Zusammenarbeit. Die Vermittlung und baukulturelle Bildung einerseits sowie die Ausbildung baukultureller Kompetenzen von Fachleuten andererseits sind wichtige Massnahmen des Bundesamts für Kultur. Damit mehr Menschen aktiv an der Gestaltung des gebauten Lebensraums teilhaben können, wird der gesellschaftliche Diskurs zu Baukultur angeregt.

Die genannten Massnahmen sind integraler Bestandteil der Kulturbotschaft 2021–2024. Sie führt die bisher separaten Bereiche «zeitgenössische Baukultur» und «Heimatschutz und Denkmalpflege» erstmals zusammen. Die Erhaltung des baukulturellen Erbes und seine gesellschaftliche Bedeutung werden Teil einer umfassenden, qualitativen Betrachtung des gesamten gestalteten Lebensraums. Das Verständnis des überlieferten Baubestandes und des aktuellen Schaffens als Einheit stärkt historische Stätten und Denkmäler in ihrer Bedeutung für aktuelle und zukünftige Entwicklungen. Damit wird der oft bemühte aber letztlich falsche Gegensatz zwischen Bewahren und Entwickeln überwunden. ■

Bundesamt für Kultur

Die Anhörung der Strategie findet parallel zur Vernehmlassung der Kulturbotschaft bis zum 20. September 2019 statt.

La consultation de la stratégie se déroule parallèlement à celle du Message culture jusqu'au 20 septembre 2019.

Strategie Baukultur/Strategie Culture du bâti:
www.bak.admin.ch/strategie-baukultur

Kulturbotschaft / Message culture 2021–2024:
www.bak.admin.ch/messageculture

Résumé

La Confédération mise sur une culture du bâti mettant au premier plan la qualité de l'ensemble de notre espace de vie. Elle dispose désormais de deux instruments de mise en œuvre importants: la stratégie interdépartementale Culture du bâti et le Message culture 2021 à 2024. Par culture du bâti, on entend le paysage comprenant l'espace bâti, mais aussi l'espace non bâti, une notion qui va bien au-delà de la simple «belle architecture». Une culture du bâti de qualité a pour corollaire des villes et des villages où il fait bon vivre, aptes à répondre nouvelles exigences de la société tout en conservant leurs particularités historiques.

La stratégie Culture du bâti regroupe les activités de la Confédération pour la promotion d'une culture du bâti contemporaine; ses mesures et objectifs, contraignants, dressent la feuille de route de la promotion fédérale en la matière. L'accent est mis sur l'interdisciplinarité, la mise en réseau et la collaboration, mais aussi sur la médiation et l'éducation. Les mesures font partie intégrante du Message culture 2021 à 2024, qui réunit pour la première fois sous une même enseigne les domaines «Culture du bâti contemporaine» et «Patrimoine culturel et monuments historiques». La conservation du patrimoine bâti et son importance pour la société s'intègrent ainsi dans une réflexion qualitative portant sur l'ensemble de notre espace de vie. Le patrimoine bâti deviendra donc une référence pour la création contemporaine, et l'opposition entre conservation et développement, souvent prônée bien qu'erronée, appartiendra définitivement au passé.

Wandmalerei nach
Robert Zünd in Kriens
(LU) (Schweighofweg)
in Keim'scher, biozid-
freier, zweikomponenti-
ger Silikattechnik.
© Foto Ursula Ochsenbein

Schutz und Belebung von Kulturerbe

Wissen über Keim'sche
Silikatfarbentechnik

Pflege und Erhalt des Kulturguts, Schutz und Gestaltung der modernen Architektur – hier wie dort: Wer Mineral- oder Silikatfarben sorgfältig-bewusst auswählt, baut auf über 140 Jahre Erfahrung im silikatisch Mineralischen – und auf eine Kulturkonstante des nachhaltigen Bauens.



Der gelernte Töpfer Adolf Wilhelm Keim (1851–1913) war nicht nur Erfinder der im Jahr 1878 kaiserlich patentierten «Keim'schen Mineralfarben» und wichtigster Wegbereiter der Silikattechnik. Der autodidaktische Forscher galt zu Lebzeiten als einer der kompetentesten, aktivsten, aber auch umstrittensten Farbchemiker seiner Zeit. Er war Dozent und Mitbegründer der «Deutschen Gesellschaft zur Beförderung rationeller Malverfahren». Als Begründer, Herausgeber und Redaktor der «Technischen Mitteilungen für Malerei» (siehe Kasten) veröffentlichte er unzählige Beiträge zu Mal-, Putz- und Restaurierungstechniken. In München unterhielt Keim eine Forschungsanstalt an der Akademie der bildenden Künste. Zur Zeit der Industrialisierung, im ausgehenden 19. Jahrhundert, entwickelte er bemerkenswert früh einen ausgeprägten Sinn für das, was wir heute Nachhaltigkeit nennen:

«Wir wollen leben, arbeiten, ringen, kämpfen und für unsere Mitmenschen sorgen, für die Nachkommenschaft arbeiten, damit es besser werde auf Erden. Das Leben hat den Zweck, den wir in dasselbe zu legen vermögen. Wir wollen ihm einen schönen, erhabenen Zweck geben.»

«Mein Bestreben ist es, stets die Schöpfungen der Künstler in unveränderlicher Pracht und Schönheit den kommenden Generationen als beredte Zeugen des Kunstsinnes des jeweiligen Zeitalters überliefern zu können.»

(A. W. Keim, Technische Mitteilungen für Malerei, um 1890; www.technischemitteilungen.com)

Die tiefen Kenntnisse Keims über die chemischen und physikalischen Wechsel-

wirkungen von Mauerwerk, Putz und Anstrich führten ihn zur Entwicklung der Keim'schen Silikatfarben, die ursprünglich zur beständigen, künstlerischen Gestaltung von Fassadenflächen konzipiert wurden. Gerade die Schweiz verfügt über zahlreiche Zeugen jener Epoche in original Keim'scher Farblichkeit.

Die neuen koloristischen Möglichkeiten der Mineralfarbe bildeten die technische Grundlage für die Architekturbewegung «Die Farbige Stadt» der 1920er-Jahre, ausgehend von Berlin, Wien, Hamburg, Stuttgart, Amsterdam und Zürich. Die damals errichteten Arbeitersiedlungen suchten sich durch ihre zum Teil intensive Farblichkeit von den weiss-grauen Bürgerbauten abzuheben. Farbe wurde so auch zu einem gesellschaftspolitischen Ausdrucksmittel. In dieser Zeit avancierte die Keim'sche Mineralfarbe zum Klassiker.



Nachhaltigkeitskultur der Keim'schen Mineralfarben

Mit dem Aufkommen der Kunstharze zu Beginn der 1960er-Jahre und der damaligen Begeisterung für die neuen Dispersionsfarben wurde es ruhiger um das Erbe Keims. Die Vorzüge der Mineralfarbe schätzten zu jener Zeit am ehesten noch Denkmalpfleger und Restauratoren, die durch ihren Beruf der Nachhaltigkeit verpflichtet waren. Der Idee ihres Gründers blieb die Firma Keimfarben jedoch treu – trotz der Versuchung, im rasant sich entwickelnden Kunststofffarben-Markt satt mitzuverdienen. Stattdessen pflegte und pflegt das Unternehmen die Kultur der Mineralfarbe – heute freilich zusätzlich mit Produkten, die den modernen Untergründen technisch angepasst sind. Aufgrund ihrer vielfältigen Vorteile (wie Beständigkeit, Farbstabilität, Ökologie, Wirtschaftlichkeit) sind die Keim'schen Mineralfarben längst wieder aus der denkmalpflegerischen Nische herausgetreten und finden überall da Anwendung, wo hohe ästhetische, gesundheitliche und bauphysikalische Ansprüche an Architektur und Farbe gestellt werden.

Die generationsübergreifende Geschichte der reinmineralischen Farb- und Handwerkskunst

Wo Keim'sche Farben zur Anwendung kommen, häufig unverzichtbar bei Restaurierungen über hundertjähriger Malereien und aus Gründen der Nachhaltigkeit bei modernen Gebäuden, stehen sie in der Tradition Adolf Wilhelm Keims. So zum Beispiel aktuell an den modernen, aussengedämmten Hausfassaden (Wärmedämm-Verbundsystem WDVS) inmitten eines vom Bauboom erfassten Gebiets in der Luzerner Agglomerationsgemeinde Kriens:

Hier wurden Landschaftsmotive, wie sie der Kunstmaler Robert Zünd (1827–1909) vor 150 Jahren an derselben Stelle erblick-

te und in illusionistischer Malerei festhielt, auf moderne Fassadenflächen übertragen. In noch nie gesehener Dimension stehen diese Motive in unserer schnelllebigen Zeit wie ein Denkmal für ein traditionelles und beständiges Handwerk, das von der Vergangenheit über die Gegenwart in die Zukunft weist. Denn die hier applizierte zweikomponentige reine Silikattechnik ist dieselbe, mit der vor über hundert Jahren zum Beispiel das Rathaus in Schwyz, die Altstadt von Stein am Rhein (SH) oder das Dornacherhaus in Luzern gestaltet wurden. Was hier material-, handwerkstechnisch und künstlerisch umgesetzt wird, dürfte auch in hundert Jahren noch gut erhalten sein – eine Tatsache, die auf historischer Erfahrung basiert und deshalb Bauherrschaft und Architekt zur in dieser Grössenordnung auf AWD-Fassaden noch nie gesehenen, reinen Silikattechnik bewogen hat. Damit tritt die verlorene Naturlandschaft in der Ebene von Kriens wieder in Erscheinung: als buchstäblich Stein gewordene (rein mineralische Silikattechnik) Erinnerung an eine längst nicht mehr vorhandene Idylle. Die künstlerisch gestalteten Fassaden sind darüber hinaus aktuelle Zeugen der Geschichte des mineralischen Farbenhandwerks, die gleichzeitig in die Zukunft weisen. ■

Gregor Eigensatz
selbständiger Fachjournalist und -redaktor

Das Keim'sche Kulturerbe

Zu den wichtigen Quellen für Kunsttechnologie und Restaurierung bei der Erforschung und dem Schutz von Kulturerbe zählen heute die *Technischen Mitteilungen für Malerei*, erschienen von 1884 bis 1943. Sie gelten als Vorläufer des Fachmagazins *Restauro*. Sie stehen nun digital für die Konservierungswissenschaft und angewandte Technologien in den Bereichen Malerei, Interieur und gestrichene Flächen von architektonischem Kulturerbe zur Verfügung. In Zusammenarbeit mit der Cultural Heritage

Agency of the Netherlands machte Keimfarben diese Quelle online zugänglich.

Mit der 1884 von Adolf Wilhelm Keim gegründeten Zeitschrift setzten er und seine Mitstreiter sich öffentlich für die Verbesserung und Nachhaltigkeit der Maltechnik ein, informierten über handelsübliche Mal- und Anstrichfarben und klärten über Missstände in der Farbenindustrie auf. Die Zeitschrift, deren Inhalte heute mindestens ebenso brisant sind wie damals, wandte sich an Künstler, Dekorationsmaler, Architekten, Fabrikanten, Restauratoren, Techniker, Kunst- und Gewerbeschulen und verstand sich als Plädoyer für ein verantwortungsvolles material- und handwerkstechnisches Handeln am Bau.

www.technischemitteilungen.com

Literatur

Kathrin Kinseher. *«Womit sollen wir malen?»: Farben-Streit und maltechnische Forschung in München: ein Beitrag zum Wirken von Adolf Wilhelm Keim*. München: Siegl, 2014.

Marion Wohlleben. *Mineralfarben: Beiträge zur Geschichte von Fassadenmalereien und Anstrichen*. Zürich: vdf, 1998.

Adolf Wilhelm Keim (Hrsg.). *Technische Mitteilungen für Malerei*. 1884–1943. www.technischemitteilungen.com

www.keim.ch; th.klug@keim.ch

Die um 1900 angebrachten Fassadenmalereien von Stein am Rhein (SH) wurden in Silikattechnik ausgeführt.

© Foto Herbert Haltmeier

